

2 Politique

Dialogue politique

Début des consultations officielles aujourd'hui

Juste KOMBILE MOUS-
SAVOU

Libreville/Gabon

Elles devraient être menées par le chef du gouvernement, qui s'est récemment dit bien déterminé à matérialiser l'ambition du président de la République.

SI l'on s'en tient aux propos tenus par le Premier ministre, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet, jeudi dernier, à l'Assemblée nationale, lors de sa Déclaration de politique générale, c'est aujourd'hui qu'il devrait entamer les consultations officielles devant conduire au dialogue politique voulu par le président de la République.

Sans présager de leur nature, il y a fort à parier que celles-ci devraient être aussi larges que possible d'autant plus que, dans son allocution d'investiture prononcée, le 27 septembre dernier, au palais de la présidence de la République, le chef de l'Etat avait clairement appelé toutes les forces vives de la Nation à prendre part à ce

conclave de manière à discuter, sans tabou, ni soupçon, de tous les aspects touchant à la vie de notre pays de façon "à moderniser et à refonder notre Constitution afin de construire des institutions encore plus fortes, plus ancrées dans nos valeurs, et davantage au service du développement".

Il va sans dire que la démarche du chef du gouvernement devrait s'adresser, au premier chef, à tous les acteurs politiques et membres de la société civile qui se sont déclarés ouvertement hostiles à l'initiative du chef de l'Etat. Un camp du refus constitué essentiellement des partisans et soutiens de Jean Ping, arrivé second à la dernière élection présidentielle avec un score de 47,60%.

Le Premier ministre devra déployer ses talents de négociateur, pour les amener à saisir le bien-fondé de l'ambition présidentielle et surtout réussir à les convaincre que les décisions qui en découleront seront effectivement appliquées dans le sens et la volonté de consolider uniquement et seulement la démocratie, donc l'Etat

de droit dans notre pays. A voir et à entendre les positions des membres du camp du refus, la tâche du chef du gouvernement et de son ministre chargé du Dialogue politique, Francis Nkea, ne s'annonce pas des plus aisées. Un échec de leur part déboucherait, selon certains, vers un dialogue politique a minima. Une éventualité dont le Premier ministre est bien conscient. Aussi, vendredi dernier, devant la Représentation nationale, Issoze Ngondet a-t-il lancé : " *Personne n'a besoin de se réunir pour se rassembler. La seule exigence, c'est l'amour du Gabon (...). Les enjeux sont plus importants que ce qui nous sépare. Notre bien commun vaut bien cet effort* " ? Où encore, lorsque quelques jours avant lui, le leader du Bloc démocratique chrétien (BDC), Guy-Christian Mavioga, clamait, au cours d'un point-pressé : " *Discuter avec les 0% qui dansent au rythme du ventre, c'est bien. Dialoguer avec les 47% qui s'opposent à nous, c'est encore mieux* " ?

PRÉALABLES • Quoiqu'il en soit, plusieurs person-

nalités politiques de l'opposition se sont déjà déclarées favorables au dialogue politique. Notamment le président de Démocratie nouvelle (DN), René Ndemézo Obiang, les vice-présidents de l'Union nationale (UN), Mike Steeve Jocktane et Estelle Ondo.

Toutefois, s'agissant spécifiquement du premier cité, il subordonne sa participation ainsi que celle de ses partisans à la satisfaction d'un certain nombre de préalables : les assises doivent être placées sous l'égide de la communauté internationale — Onu, Union européenne, Union africaine — Sa probable rencontre avec le chef du gouvernement devrait lui permettre de clarifier cette position et, pourquoi pas, aboutir à un compromis. Ce qui ne semble pas être les cas des présidents du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Mangu Moussavou, et du Parti de la démocratie sociale (PDS), Me Séraphin Ndaot Rembogo, tous deux pleinement convaincus de la pertinence du dialogue politique. Avec, tout naturellement, les représen-



Photo : D.R.

Le Premier ministre annonçant, à l'Assemblée nationale, le début des consultations officielles pour aujourd'hui.

tants des partis membres de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence.

Dans tous les cas, ce ne serait pas la première fois, dans l'histoire de notre pays, que la classe politique se retrouve pour essayer de trouver, ensemble, les voies et moyens de consolider et d'améliorer le fonctionnement de notre démocratie. Il en a été ainsi en 1994 au moment des Accords de Paris et, en 2006, lors des Accords d'Arambo. Sauf que, à la différence de ces deux joutes politiques, il est fort probable que le dialogue national sans tabou se dé-

roule sous les auspices de la communauté internationale, gage selon certains de la neutralité des débats et de l'applicabilité des décisions qui en découleront. De même, la société civile devrait être partie prenante.

A cet égard, le chef du gouvernement a, semble-t-il, donné certaines indications dans son allocution susmentionnée, lorsqu'il a fait remarquer aux députés qu'il fallait désormais prendre en compte, dans la gouvernance de nos institutions, "l'émergence sur la scène politique nationale de la société civile, des femmes et des jeunes".

Dialogue national sans tabou

Une frange de syndicats dit oui, mais...

F.B.E.M

Libreville/Gabon

REUNIS jeudi dernier à la Chambre de commerce de Libreville, une douzaine de représentants des syndicats du secteur public et parapublic ont répondu favorablement à l'initiative du président Ali Bongo Ondimba pour la tenue d'un dialogue national inclusif et sans tabou.

Il s'agit de : Synaps, Sapas, C.F.S.L, USDS-Usap, Synapap, SAAT, Syprocom, SAMTAC, CSDT, CSP, SVAPTour-Usap,

SASBTP et Synas.

Ces structures ont dit s'inscrire dans la lignée de ce qui s'est toujours fait, avec la participation des partenaires sociaux aux précédents débats nationaux, dont les Accords de Paris en 1994. Mais "à la différence des consultations passées", ces syndicats ont dit vouloir en ressortir avec des acquis "clairs". Notamment en ce qui concerne l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Aussi, se sont-ils interrogés sur la forme que va prendre ce dialogue national. "Nous nous interrogeons s'il est important pour nous d'être dans

la grande messe ou il y aura des politiques, des ONG et des associations, vu que nous n'aurons pas toujours la même lecture des choses (...). Lorsque nous irons traiter des questions de la durée du mandat présidentiel, ou de la mise en place ou non d'une vice-présidence, comprenez qu'autant cela nous intéresse, autant cela ne nous implique pas directement. Les travailleurs que nous représentons attendent autre chose", a fait savoir Serghes Mickala Moudanga, s'exprimant au nom du Synaps.

Et de poursuivre : "Nous pensons que nous avons notre place dans ce dialogue. Mais

on ne veut pas aller dans ce four-là, où il y aura plus de politiciens qui viendront poser leurs problèmes qu'autre chose. Les travailleurs ont un cadre approprié au sein duquel nous pensons que les discussions peuvent être menées. Au gouvernement de voir".

Les syndicalistes se sont par ailleurs retrouvés pour "examiner" le discours du Premier ministre, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet, en ce qui concerne les actions des cent premiers jours du gouvernement. Serghes Mickala Moudanga et ses compagnons ont jugé qu'ils faisaient face, là aussi,



Photo : F.B.E.M

Serghes Mickala (c.) et les siens disent oui au dialogue, mais le souhaitent adapté à leurs préoccupations de travailleurs.

à certaines zones d'ombre. La première concerne la démarche des différents responsables ministériels. Lesquels n'impliqueraient pas, jusque là, les partenaires sociaux qu'ils sont, dans la

mise en œuvre de ces actions. Ils se sont également interrogés quant à "la matérialisation même" de cette politique, notamment par rapport aux moyens humains et financiers.

Abel Mbombe Nzondou milite pour un référendum au préalable

C.O.

Libreville/Gabon

Selon cet ancien candidat à l'élection présidentielle, cette consultation populaire permettra au peuple gabonais de s'exprimer, par un vote, sur l'approbation ou non de la tenue d'un dialogue national.

LE candidat indépendant malheureux à l'élection présidentielle du 27 d'août dernier, Abel Mbombe Nzondou, a animé une conférence de presse samedi à la Chambre de com-

merce de Libreville. Comme certains acteurs politiques et de la société civile avant lui, cet homme politique a donné son point de vue sur le dialogue national inclusif et sans tabou proposé par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. "Moi, Abel Mbombe Nzondou, a-t-il dit, je propose qu'un référendum soit convoqué dans les jours à venir, pour donner la parole au peuple gabonais de se prononcer. C'est l'expression de la voie démocratique que je voudrais privilégier afin que tous les Gabonais puissent franchir le pas, car le statu quo que

nous observons en ce moment émane de l'absence de consensus entre les différentes classes politiques. Ce qui paralyse et rend faibles nos institutions." Il ajoute qu'il ose encore croire que notre pays est démocratique!

Par conséquent, pense-t-il, la latitude sera donnée au peuple de s'exprimer par vote, "sur l'approbation ou le rejet de la tenue d'un dialogue entre toutes les classes politiques de la nation". Martelant ensuite, qu'un pays qui se veut démocratique doit voir en cette voie le seul moyen de savoir si oui ou non le dia-

logue national s'impose en l'état actuel dans notre pays.

La démocratie étant le gouvernement du peuple et pour le peuple, laissons le peuple s'exprimer et respectons ses décisions", recommande l'un des candidats malheureux au scrutin d'août dernier. Rappelons qu'à l'entame de son propos, Abel Mbombe Nzondou a décrit "la situation de confusion", tant sur le plan social, économique que politique dans laquelle est plongé le Gabon, depuis la proclamation de la victoire du candidat Ali Bongo Ondimba.



Photo : Chris Oyame

Abel Mbombe Nzondou (micro) propose un référendum pour que le peuple se prononce sur le dialogue national.

D'où, selon lui, la nécessité d'apporter une solution adéquate pour sortir de la crise actuelle. Non sans relever que trois mois après le début de la crise, les ac-

teurs politiques ne réussissent pas toujours à s'accorder sur la tenue ou non de ce dialogue. D'où la nécessité d'un référendum sur la question.